

James Wolfensohn, président de la Banque mondiale:

«LES PAYS RICHES SONT INCONSCIENS»

Principale critique: la faiblesse de l'aide au développement.

Faut-il fermer la Banque mondiale? L'institution est irréformable, disent ceux qui ne veulent voir en elle, à l'instar du FMI, de l'OCDE ou de l'OMC, qu'un «chien de garde du néolibéralisme». Arc-boutés sur le consensus de Washington –privatisation et dérégulation, stabilité macroéconomique et compression budgétaire–, ces «machins», loin de corriger les excès de la mondialisation, en aggraveront la violence. Et les remèdes proposés ne feraient qu'accroître les inégalités dans les pays en développement et montreraient leur impuissance à endiguer une paupérisation galopante. En avril, le Congrès américain –par le biais d'un rapport de l'universitaire Allan Meltzer– a rejoint le camp des Cassandre. Il remet en cause le rôle et l'efficacité des institutions de Bretton Woods et préconise une réorientation à la baisse de leur action. Incontournable bailleur de fonds, la Banque mondiale –au sein de laquelle le débat est également vif– s'efforce de jeter les bases d'un aggiornamento. Appel du pied à la société civile, souci accru de transparence, souplesse sur le rôle dévolu aux Etats, l'institution affiche, sous l'influence de son président James Wolfensohn, une volonté de changement. Elle reconnaît que la croissance seule ne permet pas de lutter efficacement contre la pauvreté. Elle assure que les mesures d'ajustement structurel doivent se conjuguer avec de réelles politiques sociales (santé ou éducation) et environnementales. Elle admet qu'une politique de redistribution des revenus et

de réduction des inégalités est nécessaire pour accompagner les quelque 30 milliards de dollars annuels de prêts. Bref, une «nouvelle architecture du développement» s'esquisse.

L'Australien James Wolfensohn, 78 ans, est le président de la Banque mondiale depuis 1995. Il se confie à *Libération*.

Les pays riches parlent d'effacer la dette des pays les plus pauvres mais diminuent leur aide publique, conservent les barrières douanières dans les domaines où les pays du Sud sont compétitifs... N'y a-t-il pas une énorme hypocrisie?

Les responsables de ces pays n'ont pas conscience de l'enjeu, de ce qui va se passer dans les vingt-cinq prochaines années. La plupart des hommes politiques ne réalisent pas que dans vingt ans, le monde comptera 2 milliards de personnes en plus. Ils n'ont pas compris l'impact que cette évolution aura sur les pays riches. Nous devons arrêter de parler de deux mondes: les problèmes des pays en développement sont les problèmes de tous. Si vous réfléchissez un peu aux grands problèmes actuels, immigration, commerce, santé, crime et drogue, environnement, les sommes qui sont consacrées aux pays en développement sont insignifiantes! Les Etats-Unis ou l'Europe ne comprennent pas que si on n'investit pas massivement dans le monde en développement, il n'y aura pas de paix dans vingt ans. Cette question reste discutée entre experts alors qu'elle devrait être au centre du débat politique dans tous les pays. C'est de l'aveuglement! Il n'est plus possible de penser en termes de frontières. S'il y a une hypocrisie, elle n'est peut-être pas intentionnelle, mais elle traduit un manque total de compréhension de sujets aussi fondamentaux.

Les pays riches ne sont pas les seuls à être critiqués. Les temps sont durs pour la Banque mondiale depuis le fiasco de l'OMC à Seattle. Les ONG (organisations non gouvernementales) exigent des changements.

Les temps sont difficiles, oui. Mais je suis ouvert à tout changement. Je dis aux ONG: venez discuter du financement des barrages ou des conditions de prêt, mais ne m'accusez pas d'être responsable de la mort d'enfants ou de ruiner l'Afrique. Vous savez, il n'y a pas eu un jour depuis que je suis arrivé à la tête de la Banque où je n'ai pas essayé des critiques! Et il n'y aura pas un jour sans avant que je ne la quitte! Mais je crois que la Banque mondiale est une des institutions qui peuvent le plus pour le développement. Est-ce que je prends bien les attaques? Pas particulièrement, non... J'accepte les plus pertinentes. Je réfute les plus grossières. Et je survis, toujours vivant et optimiste.

Les institutions internationales et les pays ont échoué la pauvreté progresse.

C'est vrai, nous n'avons pas arrêté la progression de la pauvreté. Il y a aujourd'hui 3 milliards d'être humains vivant avec moins de 2 dollars par jour, et 1,2 milliard avec moins de 1 dollar. Mais nous ne savons pas ce qu'aurait été la situation du monde sans le travail qui a été fait. Nous avons amélioré l'espérance de vie, diminué la mortalité infantile, renforcé la scolarisation. L'argent dépensé n'a pas été gâché, mais nous aurions pu faire plus. Mais nous ne sommes pas responsables des taux de natalité de 4%. Nous ne déclenchons pas les guerres qui touchent 25% du territoire africain. Nous ne sommes pas la seule cause du problème, et nous ne pouvons pas être le seul remède.

Dans son approche du développement, la Banque semble avoir renoncé aux dogmes du consensus de Washington: ouverture des économies, déréglementation, stabilité macroéconomique. Cette approche était donc mauvaise? ●●●

●●● Elle était sans doute nécessaire, à l'époque. Mais l'environnement a changé. Le nombre de démocraties a augmenté, les ONG ont pris de l'ampleur. Le secteur privé est un devenu un acteur incontournable: il investit 300 milliards de dollars par an dans le monde en développement, dix fois plus qu'en 1990! Dans le même temps, l'aide publique au développement est passée, elle, de 60 à 50 milliards de francs... Les gouvernements des pays en développement ont d'avantage de capacité d'action. Tout le monde doit évoluer. Nous essayons, à la Banque mondiale, d'introduire un énorme changement. Le taux de croissance, le bon fonctionnement du marché sont importants; le secteur privé est souvent meilleur que les gouvernements. Mais cela ne suffit pas. Le vieux consensus de Washington n'est pas suffisant. Le marché et la croissance ne peuvent pas tout. Un exemple: les Russes ont présenté un plan de redressement, de quoi parlent-ils? Muscler le gouvernement; améliorer le système judiciaire; renforcer le contrôle bancaire; lutter contre la corruption; réformer la fiscalité... Voilà un pays en transition qui ne s'arrête pas aux questions macroéconomiques et met aussi l'accent sur les structures. Ils abordent des questions comme l'éducation, la santé, le transport, l'environnement la culture, les stratégies rurales et urbaines... **On vous reproche souvent aussi de ne pas savoir «penser petit», et de financer d'énormes chantiers, comme l'oléoduc Tchad-Cameroun.** Cet oléoduc, c'est le résultat d'années de dialogues avec deux gouvernements, la société civile et le secteur privé. Le Tchad est un pays très pauvre: 230 dollars de revenu par tête et par an. Sa seule chance, ce sont ses ressources en pétrole. Peut-on l'aider à exporter en respectant l'environnement et les droits de l'homme, et éviter que les profits soient détournés? On a pris toutes les précautions: 41 délégués ont rédigé 28 volumes sur la seule question écologique, on a photographié chaque arbre et longé, à pied, l'intégralité du futur oléoduc! J'ajoute que le projet répondait à une demande ini-

tiale du gouvernement français, désireux d'aider une ex-colonie.

Il n'y a pourtant guère d'exemple de projet de ce type qui ait facilité le développement...

Que faire, alors? Abandonner sous prétexte que c'est trop difficile? Ou essayer en tenant compte des expériences du passé? Ma responsabilité, c'est d'essayer. En étant plus transparent qu'auparavant. Car il faut tenir compte de l'Internet, de la montée en puissance des ONG, de la presse, de plus en plus active. Je ne peux me permettre de luxe de dire non à des projets. Par exemple, je n'ai pas dit non à l'Iran. J'ai été critiqué pour cela. J'ai subi des pressions très fortes de plusieurs lobbies juifs. C'était difficile, pour moi, parce que je suis juif. Le même type de problème se pose aujourd'hui avec le projet en Chine,

«Nous n'avons pas arrêté la progression de la pauvreté. Mais nous ne savons pas ce qu'aurait été la situation du monde sans le travail qui a été fait.»

une énorme controverse (1). On ne peut pas s'interdire de travailler dans des pays «délicats». Et puis, les gens de la Banque mondiale qui travaillent sur de tels projets ont les mêmes valeurs morales et la même intégrité que n'importe quelle ONG!

Les controverses sont visibles à l'intérieur de la Banque. Le vice-président, Jo Stiglitz, hostile au consensus de Washington, a été poussé à la démission

Le rapport de la discorde

Le départ de Ravi Kanbur est très commenté dans les couloirs de la Banque. Professeur d'économie de l'université de Cornell, il était chargé de préparer la «Bible» annuelle de la Banque mondiale, le rapport sur le développement. Pour la première fois, la Banque associait des dizaines d'ONG à sa préparation. Le rapport, «Attaquer la pauvreté», promettait donc d'être assez hétérodoxe. Il devait insister plus sur le rôle de la redistribution que sur le rôle du marché, évoquer les effets pervers, pour les plus pauvres, de la libéralisation des économies et des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque... Une rude discussion est née entre les économistes de la Banque. Selon un expert de la Banque mondiale, le secrétaire au Trésor américain, Larry Summers (lui-même ancien économiste en chef de la Banque), aurait demandé des retouches au rapport. C'est ce qui aurait poussé Ravi Kanbur à démissionner, fin juin.

P. R.

l'an passé. Récemment, Ravi Kanbur, responsable du rapport sur le développement, a claqué la porte...

Les deux cas sont différents. Jo est l'un des meilleurs économistes du monde. Il était devenu très critique, non pas contre la Banque mondiale, mais contre d'autres institutions...

Le FMI...

Le FMI, mais aussi le Trésor américain. C'est très bien. Mais quand vous êtes un porte-parole officiel de la Banque, cela peut devenir délicat. Il a le droit de le faire, mais mieux vaut qu'il le fasse de l'extérieur. Et je ne voulais pas être impliqué dans cette relation avec le Trésor ou dans ses relations avec d'autres économistes [allusion à Stanley Fischer, l'économiste en chef du FMI, ndlr]. Après ce départ, rien n'a changé dans l'approche de la banque, rien. Ravi, lui était responsable de la rédaction du rapport sur le développement. Il y a eu des discussions entre économistes. Sur 95 % de ce contenu, il y avait consensus. La dispute a porté sur le chapitre qu'il fallait mettre en premier, et sur les thèmes sur lesquels il fallait insister. Mais Ravi est parti, et c'est très triste.

Diriez-vous qu'il existe un clivage droite/gauche au sein de la Banque?

La bataille est moins importante que ce qu'on en dit, c'est une évolution. Ce qui est vrai, c'est que dans toute organisation il y a une propension naturelle à résister au changement. A la Banque, il y a 140 nationalités, des gens qui aiment travailler à la banque, qui ont une belle vie, qui habitent en Virginie, leurs enfants sont à l'école américaine... Beaucoup ne veulent pas prendre le risque de perdre leur boulot, donc leur visa aux Etats-Unis, et revenir dans leur pays d'origine. Toute organisation est victime de ces conservatismes ●

Recueilli par
CHRISTIAN LOSSON
et PASCAL RICHÉ

(1) La controverse vient d'un rapport interne de la Banque, qui fustige le projet de «réduction de la pauvreté dans l'ouest de la Chine», financé à 50 % par l'institution et qui prévoit l'installation dans la région autonome du Tibet de 57000 Chinois originaires du Qinghai, région surpeuplée limitrophe.